

DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT
Unité territoriale Tarn-Aveyron

Arrêté de mise en demeure du 12 JAN. 2015
concernant une carrière de schistes et de gneiss
exploitée par la SAS Carrières du Sud-Ouest au lieu-dit *Laval*,
sur le territoire de la commune de Tanus

Le préfet du Tarn,
Chevalier de la Légion d'honneur,

- Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.171-8, L.515-5, L.516-1, R.516-1 et R.516-2 ;
- Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- Vu le décret du Président de la République du 31 juillet 2014 portant nomination de M. Thierry GENTILHOMME en qualité de préfet du Tarn ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 1^{er} septembre 2014 portant délégation de signature à M. Hervé TOURMENTE, secrétaire général de la préfecture du Tarn ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 17 janvier 2005 autorisant la SNC *Carrières de Laguépie* sise à *Le Ramier*, 82250 Laguépie, à exploiter durant 25 ans une carrière de schistes et de gneiss au lieu-dit *Laval*, sur le territoire de la commune de Tanus ;
- Vu le récépissé de déclaration de changement de dénomination et de siège social de l'exploitant d'une installation classée pour la protection de l'environnement en date du 13 janvier 2009 ;
- Vu le rapport du 28 octobre 2014 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de Midi-Pyrénées ;
- Considérant que les dispositions des articles CE 12 et CE 13 de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé n'ont pas été respectées, les travaux de réaménagement des fronts n'ayant pas été menés de manière coordonnée à l'exploitation ;
- Considérant que les dispositions des articles 5 et CE 8 de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé n'ont pas été respectées, la hauteur de certains fronts de la carrière dépassant la hauteur maximale autorisée de 15 mètres ;

Considérant que les garanties financières de la carrière sont constituées jusqu'au 17 janvier 2015 et que ces dernières auraient dû être renouvelées au moins 6 mois avant cette date d'échéance, conformément aux dispositions de l'article GF 2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Tarn,

arrête

Article 1 : La SAS Carrières du Sud-Ouest, sise à *Le Ramier*, 82250 Laguëpie, est tenue, **dans un délai de trois mois** à compter de la notification du présent arrêté, sur le site de la carrière de schistes et de gneiss qu'elle exploite au lieu-dit *Laval*, commune de Tanus :

- d'engager des travaux de remodelage de l'exploitation afin de reconstituer des fronts d'une hauteur maximale de 15 mètres espacés de banquettes d'une largeur minimale de 5 mètres ;
- de remettre en état, conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 17 janvier 2005 susvisé, les zones exploitées et notamment les fronts les plus anciens.

Article 2 : La SAS Carrières du Sud-Ouest est tenue de **cesser immédiatement** toute exploitation qui compromettrait la reconstitution, énoncée ci-dessus, des fronts d'une hauteur maximale de 15 mètres espacés de banquettes d'une largeur minimale de 5 mètres.

Article 3 : La SAS Carrières du Sud-Ouest est tenue de renouveler, **dans un délai d'un mois** à compter de la notification du présent arrêté, les garanties financières de la carrière de schistes et de gneiss qu'elle exploite au lieu-dit *Laval*, commune de Tanus.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture du Tarn et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) - inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la SAS Carrières du Sud-Ouest, et dont une copie est déposée à la mairie de Tanus pour être communiquée sur place à toute personne qui en ferait la demande.

Albi, le **12 JAN, 2015**

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,

HERVÉ TOURMENTE

Délais de recours : Le présent arrêté peut être déféré par l'exploitant au tribunal administratif de Toulouse - 68, rue Raymond IV - BP 7007 - 31068 Toulouse cedex 7, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.